

Bailly, Antoine S. (1981) *La géographie du bien-être*. Paris, Presses Universitaires de France, 239 pages.

Paul Villeneuve

Volume 26, numéro 68, 1982

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/021573ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/021573ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de géographie de l'Université Laval

ISSN

0007-9766 (imprimé)

1708-8968 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Villeneuve, P. (1982). Compte rendu de [Bailly, Antoine S. (1981) *La géographie du bien-être*. Paris, Presses Universitaires de France, 239 pages.] *Cahiers de géographie du Québec*, 26(68), 278–279. <https://doi.org/10.7202/021573ar>

BAILLY, Antoine S. (1981). *La géographie du bien-être*. Paris, Presses Universitaires de France, 239 pages.

Personnellement, je me méfie toujours un peu d'un livre qui s'intitule « la » géographie plutôt qu'« une » géographie. Cette méfiance est toutefois sans fondement en ce qui concerne l'ouvrage de Bailly. Page après page, c'est à un questionnement et à un débat que nous convie l'auteur, plutôt qu'à l'exposé d'un savoir présenté comme indiscutable. Ne termine-t-il pas, d'ailleurs, par une section intitulée « Le bien-être, perspective nouvelle ou fausse route ? »

Une introduction d'une vingtaine de pages donne le ton au livre. Beaucoup de questions sont posées. De nombreux thèmes sont effleurés. Bailly est pleinement conscient de l'ambiguïté de la notion de bien-être. Son livre parvient-il à transformer cette notion en concept, au sens de Raffestin ? Peut-être. Un certain éclectisme enlève toutefois un peu de mordant aux outils d'analyse qu'il se donne au départ. Bailly suggère des distinctions entre bien-être, qualité de vie, bonheur, égalité, croissance. Il attache aussi beaucoup d'importance aux rapports entre l'individuel et le collectif. Mais il s'agit plutôt d'un commentaire que d'une analyse. Ainsi, toute la première partie du livre porte sur les aspects évolutifs de la notion de bien-être sans que l'introduction ait dégagé une problématique claire. Par exemple, après avoir écrit que « Jadis, les valeurs du prince étaient imposées », l'auteur nous dit que « Aux préférences personnelles, nos sociétés ont substitué les valeurs collectives, le quantitatif remplaçant le qualitatif » (p. 12). Qu'en est-il au juste ? Il existe pourtant d'excellentes thèses sur le développement des rapports entre l'idéologie individualiste et le capitalisme. Plus loin, en ce qui concerne le concept de reproduction sociale, Bailly reproche aux marxistes de le considérer comme « seul problème fondamental » (p. 22), tout en reconnaissant que ce sont les critiques marxistes de la reproduction sociale qui ont soulevé explicitement la question de la « pertinence sociale » de la géographie (p. 24). Tout ceci est un peu ambigu. Ce qui l'est toutefois moins, c'est la volonté de l'auteur d'éclairer « l'épaisseur de l'intériorité humaine ». À beaucoup d'égards, il y arrive. Une autre intention de l'auteur, et en cela il rejoint le Harvey de la première partie de *Social Justice and the City*, est de montrer comme l'espace amplifie les mécanismes sociaux créateurs d'inégalités.

Ces intentions sont traduites dans des chapitres consacrés, en première partie, aux thèmes suivants : « Temps et bien-être », « Espace et bien-être », « La croissance économique améliore-t-elle le bien-être ? », « Justice spatiale et aménagement du territoire ». Ces chapitres contiennent beaucoup d'informations que Bailly arrive à structurer, mais faiblement car la discussion est implicitement soumise au caractère légèrement contradictoire des deux intentions de l'auteur. D'une part, il veut montrer que « l'épaisseur de l'intériorité humaine » soustrait partiellement celle-ci aux déterminismes des « rapports sociaux ». Mais, d'autre part, il veut aussi montrer, à l'aide de multiples exemples, que l'espace exerce de fortes contraintes sur les comportements individuels et sociaux. À trop vouloir substituer un type de contraintes, les contraintes spatiales, à un autre, les contraintes sociales, tout en laissant en même temps soupçonner que les premières émanent assez souvent des deuxièmes, Bailly éprouve une certaine difficulté à cerner son objet d'étude. Jusqu'à quel point la « justice spatiale » est-elle substituable à la « justice sociale ? »

La deuxième partie du livre se veut plus empirique. Bailly s'y préoccupe d'indicateurs de bien-être et de qualité de vie. Il passe des indicateurs objectifs de qualité de vie à ceux, plus subjectifs, qui portent sur l'homme lui-même, sa vie intérieure, son bien-être spirituel. L'intention, ici, est de montrer que les indicateurs, dits « objectifs », de qualité de vie ne nous permettent pas d'aller beaucoup plus loin que les indicateurs économiques traditionnels, si on ne leur ajoute pas des considérations sur l'intériorisation des valeurs sociales : « Connaissance du monde et connaissance de la conscience forment deux approches complémentaires du bien-être » (p. 164). Ce thème de l'intériorisation (et non pas de « l'internationalisation » des expériences du vécu, comme on peut le lire à la page 165), ou plutôt de la relation entre les codes personnels et les codes sociaux, est celui qui donne lieu aux développements théoriques les plus élaborés du livre. Dans un chapitre intitulé « Le bien-être, connaissance du moi ou connaissance de l'autre ? », Bailly montre les possibilités de l'analyse behavioriste. Il n'hésite pas à prendre en considération le sacré, le spirituel et la liberté. Il s'interroge sur les tentatives de mesure de ces valeurs. Sa conclusion principale demeure prudente : il faut aller au-delà des indicateurs de la qualité de la

vie, vers une géographie du bien-être qui arriverait à « saisir le sens des réactions des personnes et les raisons de leurs satisfactions » (p. 199).

En somme, ce livre est intéressant à plusieurs égards. Il s'agit d'une première ébauche d'un thème très vaste. Bailly réussit, au moyen d'une présentation qui tient plus du commentaire que de l'analyse, à soulever l'intérêt et la curiosité du lecteur. À mon avis, sa contribution principale se situe au niveau de sa tentative, qu'il n'hésite pas lui-même à qualifier de « behavioriste », de prise en compte de l'individu, pour ne pas dire de la personne humaine, dans l'analyse géographique. L'individuation des sujets sociaux pourrait bien provenir de la généralisation des rapports capitalistes, ce qui ne devrait pas nous empêcher d'explorer les ramifications de ce processus.

Paul VILLENEUVE  
Département de géographie  
Université Laval

ÉZOP-QUÉBEC (1981) *Une ville à vendre*. Laval, Québec. Éditions coopératives Albert Saint-Martin, 559 pages.

La réédition d'*Une ville à vendre* est un fait important. Non seulement parce qu'elle rend plus accessible cet ouvrage volumineux, d'abord diffusé de façon restreinte, et au prix de multiples difficultés, en 1972. Mais aussi parce qu'elle offre l'occasion d'un commentaire sur la place occupée par l'ouvrage dans le changement social au Québec.

Le livre que viennent de publier les Éditions coopératives Albert Saint-Martin est une synthèse de la recherche menée par le groupe Ézop-Québec sur la rénovation urbaine à Québec à la fin des années soixante. À l'époque, l'impact du « rapport Ézop » a été considérable. Il s'agissait en effet de la première analyse détaillée d'un cas concret de redéveloppement urbain, menée au Québec à partir du cadre conceptuel mis de l'avant dans les travaux d'auteurs néo-marxistes tels que Lefebvre, Althusser, Poulantzas et Castells. Pour la première fois au Québec, une interprétation globale et critique du phénomène urbain était proposée. En quatre cahiers, qui deviennent les quatre parties du présent ouvrage, Ézop réussissait à décoder en profondeur la « fable » du réaménagement urbain véhiculée par les tenants du pouvoir.

La première partie, celle qui a le plus circulé, est théorique. Elle porte sur les rapports entre l'aménagement urbain au sens large et le mode de production capitaliste. En un mot, la ville est située dans l'ensemble des rapports sociaux de type capitaliste. Sur quelque 80 pages, François Lamarche rappelle d'abord comment Ézop en est venu à privilégier l'analyse marxiste de la ville plutôt que d'en rester à une démarche de « développement social » ou centrée sur le concept de « culture de pauvreté ». Il s'agissait de sortir d'une problématique urbaine insularisée : « si l'organisation de la ville ne peut expliquer à elle seule les problèmes sociaux qui mijotent en son centre, c'est à l'ensemble de la structure sociale qu'il faut se référer pour trouver des éléments de réponse » (p. 8). Lamarche présente ensuite l'essentiel de la perspective adoptée par Ézop. Un premier chapitre, « La ville et le capital », sert à introduire les catégories conceptuelles de base : types de capitaux, rente différentielle et rente absolue, etc. Toutefois, la discussion générale, très althusserienne, de la version originale, et qui portait sur le matérialisme historique, a été exclue. Dans un deuxième chapitre, Lamarche offre une introduction à la politique urbaine en retraçant les origines de la commune bourgeoise qui elle-même préfigure l'État moderne, tout en étant détruite par lui. De telle sorte que « la contradiction ville-campagne se résorbe dans la contradiction capital-travail » (p. 79) ; de telle sorte, également, que les institutions politiques urbaines sont intégrées à l'État capitaliste, et que la planification urbaine a comme principal objet de favoriser la circulation du capital.

La deuxième partie s'intitule « Marché immobilier et création d'un centre-ville : le cas de Québec ». Robert Couillard y analyse, au moyen d'une enquête statistique détaillée, les pratiques